

JURISTE DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION DE PREMIER EMPLOI – SPF SANTÉ PUBLIQUE, SÉCURITÉ DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

Devenez **juriste** au SPF Santé publique et consacrez-vous à la santé et à l'environnement !

Vous recherchez un job ayant une plus-value et des possibilités d'évolution ? Vous souhaitez vous investir dans des matières juridiques ayant un impact social ? Découvrez dès maintenant les possibilités que vous offre notre organisation !

En tant que juriste, vous participez à la réflexion stratégique en collaboration avec les experts. Vous pondérez différents intérêts dans lesquels la politique joue souvent un rôle important. Vous établissez des lois utiles ayant un impact social et faisant avancer la Belgique. Vous puisez votre énergie de la variété et du défi des tâches à accomplir : élaborer des propositions législatives de A à Z, coordonner l'ensemble du processus normatif, défendre des positions, proposer des solutions juridiques pertinentes sur le plan politique, transposer juridiquement des décisions politiques, suivre des procédures de recours ... Vous aimez partager vos connaissances et évoluer grâce au feed-back de vos collègues.

Nous sommes à la recherche de **6 juristes** pour différents thèmes :

- Au sein de la Direction Générale Animaux, Végétaux et Alimentation, thématiques sur :
 - o le commerce illégal (e-commerce) de denrées alimentaires et de produits de consommation comme le tabac, les cigarettes électroniques, l'alcool et les cosmétiques ;
 - o la vente de denrées alimentaires et de produits de consommation comme le tabac, les cigarettes électroniques, l'alcool et les cosmétiques ;
 - o les produits phytopharmaceutiques et les fertilisants.
- Au sein de la Direction Générale Environnement, thématiques sur le Pacte vert pour l'Europe (European Green Deal) et une stratégie de durabilité concernant les substances chimiques.
- Au sein du Service Juridique, dans le cadre de litiges devant les cours et tribunaux ordinaires et devant le Conseil d'État pour les domaines relevant de la compétence de notre organisation, il s'agit de rendre des avis juridiques et de prendre contact avec les parquets, les citoyens et les services d'inspection en cas d'amendes administratives.

Quelle est notre offre ?

- une convention de premier emploi (contractuel) de niveau master : découvrez ici [https://fedweb.belgium.be/fr/remuneration_et_avantages/traitement/calculator] votre salaire ;
- un job varié offrant une responsabilité et une marge d'initiative ;
- des possibilités d'évolution : au sein de notre organisation, l'ambition va de pair avec un bon équilibre entre vie privée et vie professionnelle ;
- 26 jours de congé par an et la possibilité de prendre 12 jours de compensation si les objectifs sont atteints ;
- des horaires de travail flexibles dans le cadre d'une prestation de 38h par semaine ;
- le télétravail qui est pleinement ancré dans notre organisation (avec intervention financière dans les frais d'abonnement internet) ;
- un travail agréable qui s'inscrit dans le new way of working au sein d'un bâtiment entièrement rénové et pourvu d'un restaurant d'entreprise ;

- la possibilité d'obtenir une prime de bilinguisme ;
- de nombreuses possibilités de formations (à suivre durant les heures de travail) ;
- une assurance hospitalisation avantageuse ;
- la gratuité des transports en commun pour le trajet domicile-lieu de travail ;
- la possibilité de recevoir une prime pour les déplacements à vélo ;
- divers avantages sociaux.

Qu'attendons-nous de vous ?

Vous êtes titulaire d'un diplôme Master en droit. Attention ! Il s'agit d'une **convention de premier emploi** pour les jeunes de **moins de 26 ans**.

- Vous pouvez facilement collaborer en équipe : vous créez et favorisez l'esprit d'équipe en partageant vos avis et vos idées et en contribuant à la résolution de conflits entre collègues.
- Vous avez le contact facile et vous développez ton réseau : vous donnez des conseils à vos interlocuteurs et vous établissez avec eux une relation de confiance fondée sur votre expertise.
- Le développement personnel permanent est une évidence à vos yeux : vous planifiez et gérez de manière active votre propre développement en remettant en question de façon critique votre propre fonctionnement et en vous enrichissant continuellement par de nouvelles idées et approches, compétences et connaissances.
- Vous faites preuve de proactivité et vous atteignez vos objectifs : vous vous impliquez et montrez de la volonté et de l'ambition afin de générer des résultats et assumez la responsabilité de la qualité des actions entreprises.
- Vous êtes capable de communiquer de manière claire et structurée, tant à l'écrit qu'à l'oral.

Une bonne motivation est importante et pèsera davantage dans la balance.

Atouts :

- Vous travaillez dans un environnement bilingue ; la connaissance du néerlandais est un plus.

Intéressé(e) par cette fonction ?

Envoyez dès maintenant votre CV et une copie du diplôme requis à selection@health.fgov.be. Date de clôture des candidatures : **15 octobre 2021**.

Une fois votre CV examiné en fonction des conditions de participation (diplôme + âge), vous serez invité(e) à un entretien. En fonction du nombre de candidats, un entretien téléphonique peut avoir lieu préalablement.

Votre communication écrite sera testée avant l'entretien. Lors de l'entretien de sélection, vos compétences, votre motivation et votre intérêt pour la fonction seront évalués (cf. partie « Compétences »). Il s'agit d'un entretien oral d'environ une heure. Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 50/100.



Juriste au Service Management Office de la DG Animaux, Végétaux et Alimentation

Vous souhaitez apporter votre pierre à l'édifice en faveur d'une meilleure santé en actualisant le cadre juridique de la vente de denrées alimentaires et de produits de consommation comme le tabac, les cigarettes électroniques, l'alcool et les cosmétiques ?

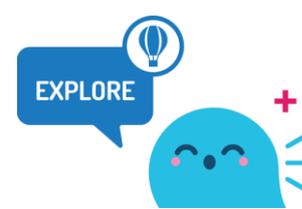
- Vous approfondissez votre expertise concernant la politique et la législation en vigueur en matière de denrées alimentaires et produits de consommation comme le tabac, l'alcool et les cosmétiques (loi du 24 janvier 1977 et ses arrêtés d'exécution) ;
- Vous rédigez, en étroite collaboration avec des confrères juristes, des experts et toute autre instance publique concernée comme l'AFMPS et le SPF Économie, un avant-projet de loi portant révision de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits (tabac, cigarettes électroniques, alcool, etc.) ;
- Vous prenez en considération l'évolution de la société et les secteurs concernés (par ex. augmentation de l'e-commerce) pour parvenir à une législation qui tient pleinement compte de ces nouvelles tendances et qui garantit aux consommateurs la sécurité de ces produits ;
- Vous assurez la cohérence des décisions politiques et des dispositions de cet avant-projet de loi avec le droit national et international en vigueur ;
- Vous soutenez et coordonnez l'ensemble du processus normatif en ce qui concerne la préparation, l'élaboration et/ou la révision de textes législatifs et vous assurez le suivi de leur procédure d'approbation (avis obligatoires, exigences de forme) ;
- À cet égard, vous gardez une vue d'ensemble, vous saisissez facilement l'ensemble d'une situation et vous n'avez pas peur de coordonner un tel projet ;
- Vous rendez des avis écrits ou oraux relatifs à l'application et à l'interprétation de la réglementation dans le domaine des denrées alimentaires et des produits de consommation.



Juriste au Service Inspection des produits de consommation de la DG Animaux, Végétaux et Alimentation

Comment mieux protéger les citoyens contre le commerce illégal de certains de ces produits par internet (e-commerce) et comment donner à notre service d'inspection la force d'action nécessaire pour lutter contre ce phénomène ?

- Vous approfondissez votre expertise dans les domaines de contrôle du Service Inspection (tabac, alcool, cosmétiques, OGM, sous-produits animaux), afin d'être en mesure de formuler des avis juridiques à l'égard de partenaires tant internes qu'externes (par ex. cabinet, JEP) ;
- Vous participez à la transposition juridique de décisions politiques en matière de tabac, alcool et cosmétiques sous forme de projets de loi, arrêtés et circulaires, tout en respectant les principes de technique législative. Dans ce contexte, il vous incombera également de réécrire la loi de base du 24 janvier 1977 ;
- Vous participez au transfert de connaissances vers les contrôleurs et les inspecteurs. Autrement dit, vous rédigez des manuels et procédures, dispenses des formations et recherches des formations externes susceptibles d'être utiles au service et avec vos collègues, vous maintenez à jour les sources d'informations importantes (comme les FAQ dans les divers domaines) ;
- Vous assurez le suivi des dossiers contentieux en lien avec les domaines de contrôle du service Inspection et faites régulièrement rapport sur leur avancement. Vous servez de point de contact pour ces dossiers et vous veillez à ce que nos conseils externes disposent de toutes les informations utiles ;
- Vous coordonnez ou participez au développement et à la validation des procédures de contrôle, check-lists, guides et autres outils de contrôle par domaine ;
- Vous répondez aux différentes questions de clients tant internes qu'externes. Vous répondez aux questions des citoyens, tant par téléphone que par écrit, à celles des contrôleurs et inspecteurs ainsi qu'aux questions parlementaires.
- Vous élaborez une vue complète de la chaîne d'inspection (des contrôles sur le terrain au traitement des procès-verbaux par le service juridique et les parquets (jurisprudence)).





Juriste au Service Produits phytopharmaceutiques et Engrais de la DG Animaux, Végétaux et Alimentation

Vous souhaitez participer à l'évolution de la législation en matière de produits phytopharmaceutiques et fertilisants avec la société ?

- Vous approfondissez votre expertise concernant, d'une part, les aspects légaux des procédures d'autorisation des produits phytopharmaceutiques et fertilisants et, d'autre part, toute la législation plus générale d'encadrement et connexe comme la législation en matière de protection de la vie privée, les normes de produits, la Constitution, ... l'objectif étant de soutenir la politique du service ;
- Vous êtes en mesure de développer la législation de A à Z, et donc de rédiger des projets à des fins de publication au Moniteur belge, sous la supervision d'experts du contenu internes au service. Une révision complète de la législation de base pour l'octroi d'autorisations de produits phytopharmaceutiques est en cours, plusieurs projets sont en préparation afin de limiter les risques pour les eaux de surface et pour les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques. De plus, des travaux sont en cours pour la mise à jour quinquennale du plan de réduction des produits phytopharmaceutiques ;
- Vous assurez le suivi des éventuelles plaintes ou procédures de recours relatives à la législation précitée et vous rendez à cet égard des avis juridiques. Une procédure est en cours devant le Conseil d'État et des questions préjudicielles ont été posées à la Cour européenne en ce qui concerne les autorisations nationales d'urgence pour les néonicotinoïdes. De plus, des procédures de recours contre des refus d'autorisation sont régulièrement déposées auprès du Comité d'agrément des produits phytopharmaceutiques ;
- Vous assumez d'autres tâches aux aspects juridico-financiers, comme l'annonce de marchés publics pour la réalisation d'études sur les produits phytopharmaceutiques dans les cultures dites de petite taille, ou d'autres procédures qui requièrent l'avis de l'Inspecteur des Finances et/ou du Ministre du Budget.





Juriste – Division Politique de produits et Substances Chimiques de la DG Environnement

Voulez-vous apporter votre contribution à l'amélioration de la santé et de l'environnement ? Voudriez-vous vous impliquer entièrement dans la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe et, plus précisément, de la Stratégie pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques ? Souhaiteriez-vous devenir un(e) expert(e) des processus législatifs européens et d'un secteur industriel important pour la Belgique ? Vous êtes intéressés par le processus de modification d'un règlement européen et souhaiteriez y être impliqué ?

- Vous formulez des avis oraux et écrits sur l'interprétation à donner aux instruments juridiques internationaux, européens et nationaux ayant trait à la gestion des risques des produits chimiques (Conventions de Stockholm, Rotterdam et Minamata ; règlements européens REACH, CLP, PIC, POP, Mercure ; loi relative aux normes de produits ; les arrêtés royaux d'application ainsi que les accords de coopération...) d'initiative ainsi que pour donner suite à des demandes internes ou externes ;
- Vous donnez avis et recommandations à la fois juridique et stratégique dans le cadre des négociations autour des instruments réglementaires suscités et sur base des développements juridiques (arrêtés des juridictions européennes, chambre de recours de l'ECHA, mise en œuvre de la communication de la Commission à la stratégie européenne pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques, discussions au sein des cénacles européens...)
- Vous participez activement à l'élaboration des positions du service et soutenez les experts tout en assurant la cohérence et la conformité des décisions stratégiques avec le droit national, européen et international ;
- Vous traduisez les décisions stratégiques en propositions ou adaptations législatives/réglementaires en rédigeant des projets d'arrêtés royaux ou ministériels, en proposant des processus administratifs pertinents et/ou en proposant des solutions innovantes ;
- Vous préparez et participez à aux réunions européennes des autorités compétentes REACH et CLP ;
- Vous assurez le rôle de pilote sur certains sujets techniques au sein du Comité de Coordination de la Politique internationale de l'Environnement (CCPIE) ;
- Vous suivez l'actualité juridique liée aux grands principes du droit de l'environnement et des produits chimiques ;





Juriste au Service juridique

Vous avez le sens du détail et vous savez vous repérer dans la législation pour relier les bons éléments de disposition pénale au bon article ? Vous savez appliquer ceci à des procès-verbaux établis pour des infractions à la législation sur le tabac, la législation sur les cosmétiques ou la législation sur la protection de l'environnement, entre autres ?

Aimez-vous également traiter les dossiers de litiges et assister nos avocats dans ces derniers ? Savez-vous combiner un travail sérieux avec une note légère au bon moment ? Alors tu es la personne idéale pour travailler au service juridique.

- Vous infligez des amendes administratives. Autrement dit, vous accomplissez les tâches suivantes :

- vous analysez les procès-verbaux rédigés par les contrôleurs au sein de notre organisation ;
- vous analysez les moyens de défense et, si nécessaire, vous apportez ton aide dans le cadre d'une audition. En fonction de la nature du dossier, vous devrez parfois organiser vous-même une audition ;
- vous proposez une amende administrative ou envisagez l'opportunité de transmettre directement un procès-verbal au parquet ;
- vous assurez un suivi des paiements et, dans certains cas, vous réclamez le paiement devant le tribunal ;
- vous suivez les dossiers qui sont transmis au parquet, vous entretenez les contacts avec les parquets et tu les aides à traiter les procès-verbaux ;
- vous répondez aux questions des services d'inspection, des personnes verbalisées et des parquets.

- Vous prêtez main-forte dans le cadre de litiges aussi bien devant les cours et tribunaux ordinaires que devant le Conseil d'État, dans les domaines relevant de la compétence du SPF :

- vous désignez l'avocat ;
- vous informez le cabinet du ministre compétent ;
- vous êtes la personne de contact entre l'avocat et le service compétent ;
- vous garantissez le respect des procédures et des délais ;
- vous assistez l'avocat en relisant les conclusions/mémoires ;
- vous veillez à l'exécution des jugements et arrêts ;
- vous publiez des arrêts si nécessaire ;
- vous faites le nécessaire pour le paiement des honoraires d'avocats.

- Vous rendez des avis juridiques lors d'accidents du travail et de déclarations de collaborateurs du SPF :

- vous vérifiez si les conditions légales ont été respectées ;
- vous récupérez les frais dans le cadre de dossiers impliquant un tiers responsable ;

- Vous prêtez une assistance juridique générale en répondant à des demandes d'avis internes et externes.



- Vous gérez avec discrétion les données à caractère confidentiel.
- Vous travaillez en étroite collaboration avec les autres juristes et les collaborateurs administratifs.

